

*Islam politique au Maghreb***La participation des islamistes dans la vie politique se normalisera peu à peu, et ils rencontreront les mêmes difficultés que les autres partis politiques.****ENTRETIEN** *avec Amel Boubekeur par Lurdes Vidal et Moussa Bourekba*

**A**mel Boubekeur est chercheuse invitée au Brookings Doha Center. Elle a été chercheuse résidente au Carnegie Middle East Center (Beyrouth) et chef du Programme Islam et Europe au Centre for European Policy Studies (Bruxelles). Elle est également chercheuse associée au Centre Jacques Berque (Rabat), à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales-École Normale Supérieure (EHESS-ENS) ainsi qu'à l'Université de Leiden. Son expertise concernant la politique au Maghreb, la démocratisation dans le monde arabe, les relations euro-arabes et, surtout, ses études sur l'islam en Europe, l'ont menées à l'Université de Chicago (comme professeure invitée) et l'amènent aujourd'hui à être régulièrement consultée par diverses agences des Nations unies, la Commission européenne ou encore l'Open Society Institute.

Elle a publié plusieurs ouvrages, dont dernièrement *Whatever Happened to the Islamists?*, *European Islam: The Challenges for Society and Public Policy* et *Le voile de la mariée*. **AFKAR/IDÉES** a eu l'opportunité de converser avec elle, afin de comprendre la situation de l'islamisme dans le Maghreb contemporain et d'aborder l'avenir des mouvements islamistes à l'épreuve du pouvoir.

**AFKAR/IDÉES** : *Deux ans après le déclenchement des révolutions arabes, la Tunisie se trouve aujourd'hui dans une situation politique et sociale ex-*

*trêmement délicate, notamment depuis l'assassinat de Chokri Belaid. Depuis la démission du gouvernement de l'ancien premier ministre Hamadi Jebali, sommes-nous en train d'assister à un début de fracture au sein du parti Ennahda, entre l'aile modérée et l'aile plus conservatrice ?*

**AMEL BOUBEKEUR** : La question du parti est intéressante dans la mesure où Ennahda, qui était un parti d'opposition dans un contexte dictatorial et autoritaire, n'a pas su se renouveler après la révolution. Si Ennahda s'est retrouvé au pouvoir, c'est parce que ce parti a su profiter d'une scène politique complètement défragmentée et désorganisée, avec, face à elle, des gens qui voulaient voter pour un parti considéré comme une victime de Ben Ali. Cependant, au lendemain du 14 janvier (jour de la fuite de Ben Ali), Ennahda n'a pas eu l'opportunité de se remettre en question, en tant que parti. Or, ce n'est plus un parti d'opposition, mais un parti de gouvernement. Ainsi, alors que l'on est dans une phase de transition et que l'idéalisme de la révolution (supposant que la chute du dictateur créerait facilement un consensus politique), s'est effondré, Ennahda est maintenant questionné sur sa capacité de se réformer en tant que parti, et pas simplement en tant que mouvement réprimé sous la dictature de Ben Ali.

Par ailleurs, au sein même d'Ennahda, on retrouve un parti hétérogène avec différentes compo-

santes. Il y a d'abord tous ceux qui ont suivi Ennahda dans les rues, des jeunes qui n'ont pas été islamisés par Ennahda, et ceux réislamisés dans leur opposition à Ben Ali. Il y a aussi une division entre les prisonniers et les membres d'Ennahda qui se sont exilés. Enfin, il existe une autre fracture née à l'époque de la formation d'Ennahda. On a eu une sorte de commandement bicéphale géré par Rached Ghannouchi et Abdelfattah Mourou, qui incarnent deux projets différents : l'un organisé par des jeunes de la médina de Tunis, désireux de revenir à des valeurs morales ; l'autre, promu par Ghannouchi, qui se pose comme une Internationale des musulmans (vision héritée de son séjour en Égypte). Ennahda est donc dans un moment où il doit se réinventer en tant que parti de gouvernement ; et ce, tout en gardant leur dimension contestataire.

**A/1** : *Que pensez-vous de la relation qui existe entre Ennahda et les salafis tunisiens ?*

**A.B.** : La temporalité est différente: Ennahda est un vieux mouvement d'opposition, alors que le salafisme a complètement changé après la révolution. La période de transition a eu un effet de déssectorisation de l'espace public : la chape de plomb qui pesait auparavant sur l'espace public a complètement disparu aujourd'hui, ouvrant une

## 7 L'expérience égyptienne montre que la construction du salafisme en parti est vouée à l'échec

brèche à divers groupes dont les salafis. Or, il faut se souvenir du fait que, jusqu'au 14 janvier, les salafis (tout comme leurs *chouyoukh* saoudiens) considéraient la révolution comme une hérésie. Ils ne soutenaient pas la révolution menée par les jeunes du Sud et du centre sous prétexte que celle-ci n'était pas islamique puisqu'elle avait pour but la démocratie. Par contre, même si Ennahda n'était pas très présent au début de la révolution, nombre de sympathisants étaient dans les rues. Pour les salafis, c'est donc un enjeu de visibilité dans l'espace public, pour peser sur les décisions du gouvernement et de la société civile.

Seconde différence: Ennahda demeure un parti politique qui, en se lançant dans les élections, a dû établir des compromis et des alliances. Un des effets d'Ennahda a été de politiser le mouvement salafiste qui, par essence, était antipolitique (les institutions et partis étant considérés comme des outils occidentaux et non islamiques). Ces derniers ont fini par occuper l'espace public et ont même reçu des demandes politiques de la part de leurs soutiens. Avec l'institutionnalisation d'Ennahda et de ses responsabilités en termes de bonne gouvernance et de sécurité, il y a eu un véritable point de rupture avec les salafis, notamment avec l'épisode de l'attaque de l'ambassade américaine (le 14 septembre 2012 au cours de laquelle les salafis ont été inculpés, coûtant la vie à deux d'entre eux) dont la responsabilité a été imputée à Ennahda.

D'un autre côté, Ennahda se sert des salafis pour faire pression sur



Amel Boubekeur./JEUNE AFRIQUE

la rue et sur les opposants de gauche, tout en gardant ses distances sur la scène publique. Les accointances existent, mais les projets politiques ne sont certainement pas les mêmes.

**A/I :** *Pensez-vous que les salafis en Tunisie vont se constituer en parti politique, comme leurs homologues égyptiens ?*

**A.B. :** Ce que montre l'expérience du salafisme égyptien, c'est que la construction du salafisme en parti, et non plus en *lobby*, est vouée à l'échec. Être un parti, cela signifie siéger dans les institutions, être capable de gérer les désaccords avec les opposants de manière institutionnelle, c'est-à-dire au travers de discussions à l'Assemblée, etc. Ce qui n'appartient pas du tout à l'imaginaire politique des salafis. Certes,

ils veulent avoir du pouvoir, mais certainement pas avoir le pouvoir. On peut s'attendre à ce que les salafis rejoignent l'espace institutionnel en Tunisie mais en jonction avec une formation islamiste (Ennahda par exemple). Mais pas sur le modèle égyptien, où cette formation s'est constituée en un seul parti. Car la différence, c'est qu'en Egypte, l'armée a encouragé les salafis, afin qu'ils soient une alternative aux Frères. Or, en Tunisie la situation est totalement différente : Ennahda mène le jeu politique et gère les coalitions.

**A/I :** *Au Maroc, pensez-vous que la coexistence entre le Parti Justice et Développement (PJD) et le Palais est perçue, par la base du parti, comme une sorte de soumission au Makhzen ? Cela va-t-il affecter le PJD lors des prochaines élections ?*

## Le PJD a déçu au niveau de la neutralisation totale de sa charge contestataire et de justice sociale

**A.B. :** Dans l'imaginaire, l'islamisme fait référence à des hommes porteurs d'un projet politique et qui entendraient le concrétiser (gouvernance, outils islamiques, etc.) une fois arrivés. Ce que montre l'expérience réelle, c'est que l'islamisme n'est pas un projet, mais un processus : il s'adapte en fonction de son environnement. Au Maroc, l'espace politique est construit de telle façon que le roi est au-dessus du jeu politique: la soumission à l'autorité du roi constitue le passage obligé pour être intégré au jeu politique. Le PJD, comme les autres acteurs, l'a compris et assimilé. Le rôle du roi, en tant qu'arbitre du jeu politique, fait plutôt consensus au Maroc.

Mais là où le PJD a déçu, c'est au niveau de la neutralisation totale de sa charge contestataire et de justice sociale – des éléments présents durant la campagne électorale. Ainsi, ses promesses de réconciliation nationale, d'arrêt de la torture et du règlement du cas des prisonniers salafis, bien que débattues avec la nomination de Moustafa Ramid à la tête du ministère de la Justice, sont restées sans réponse. Il a beaucoup déçu et un certain nombre de militants du PJD ont même rejoint des mouvements de contestation non partisans (comme le Mouvement du 20 février, M-20F) car il y avait une rupture entre le commandement du PJD et les militants de base (le PJD ayant refusé de reconnaître le M-20F comme tel).

Si le PJD joue le rôle classique d'un parti politique – selon les règles du jeu politique marocain –, il semble qu'il a échoué, comme Ennahda, à inventer une nouvelle forme de gou-

vernance. Il gère le pays de la même manière que le gouvernement qui l'a précédé.

**A/I :** *Depuis peu, il semble qu'Al Adl wal Ihsane (AWI) pourrait être légalisé. Suite à la mort de son fondateur, Abdessalam Yassine, y a-t-il eu des ruptures ou des confrontations internes ? Par ailleurs, que pensez-vous des relations qui existent entre AWI, le PJD et le Mouvement du 20 février ?*

**A.B. :** Contrairement au PJD, ce mouvement demeure globalement homogène et, donc, la mort de son chef n'a pas changé grand chose. Ces gens sont mécontents d'être un mouvement toléré, mais non légalisé (une demande de légalisation aurait été déposée en 1983, puis rejetée par l'administration marocaine). Le refus de légaliser le mouvement a profité au PJD. Au départ, AWI a participé au M-20F, de même que les salafis. Mais la polarisation qui s'est produite entre le *Makhzen* et les militants du M-20F a conduit AWI à le quitter. Et ce, précisément parce que cette bipolarisation les noyait dans un mouvement démocratique qui risquait de leur faire perdre leur propre polarisation avec le *Makhzen*. Il s'est agi avant tout, pour eux, de demeurer un mouvement d'opposition à part entière. Il est peu probable que l'AWI soit légalisé dans les prochaines années, sauf s'il y a intérêt à l'opposer à un PJD qui aurait déçu par sa gouvernance.

**A/I :** *Vous évoquez un « retour du soufisme dans la politique » au Maroc...*

**A.B. :** Cela est dû à une double transformation: d'une part, de l'espace public en faveur de différents mouvements ; d'autre part, de l'islamisme qui est globalement passé de l'opposition à la majorité. Au Maroc, les mouvements soufis ont toujours eu une influence politique indirecte : ils entendent réformer la société mais, contrairement aux Islamistes, sans chercher la confrontation avec le gouvernement.

Leur influence s'exerce davantage sur le mode clientéliste. Etant donné que le régime marocain est stable, les soufis font appel à la personne supra-politique qu'incarne le roi, en lui prêtant allégeance. Par exemple, tous les festivals culturels et religieux ont profité directement aux mouvements soufis qui tissent des réseaux avec des diplomates occidentaux, reçoivent de l'argent et, *in fine*, accroissent leur influence. Enfin, les régimes marocain et algérien s'en sont servis pour les ériger en modèle auprès des jeunes, par opposition à l'intégrisme et pour promouvoir des politiques de réconciliation, en particulier, suite aux attentats du 16 mai 2003 à Casablanca et à la réconciliation de 1999 et 2005, en Algérie. De ce fait, certains ont même été associés au ministère des Affaires Religieuses, ce qui leur a permis d'obtenir de nouveaux financements (permettant notamment la rénovation des *zaouïa*, édifice religieux soufis).

**A/I :** *Vous venez de publier Whatever happened to the Islamists? Salafis, heavy metal Muslims and the Lure of Consumerist Islam (avec Olivier*

## Il faut veiller aux problèmes structurels politiques, à commencer par l'abstentionnisme

*Roy. Columbia University Press, 2012). Voyez-vous l'avènement d'une nouvelle génération d'islamistes adaptés au contexte global qui se démarquent des générations antérieures ?*

**A.B. :** Le but de ce livre, c'est de montrer que l'utilisation de l'islam politique (sur la scène politique comme dans l'espace public) s'est convertie en idéologie récupérée par nombre d'acteurs qui ne sont pas issus de l'islamisme traditionnel. Cela est dû à l'incapacité des islamistes à faire leur propre révolution. Les révolutions arabes ne correspondent pas aux révolutions que les islamistes ont prévues depuis 50 ans. Cette donne, mêlée à l'absence de transformation interne de l'islamisme, met en lumière le fait que nombre de militants ont quitté les structures rigides de différents partis pour créer leur propre structure. Ils se servent des codes relevant de l'islamisme – solidarité entre les membres, primauté des textes islamiques pour organiser la vie et la scène politique – mais des différences persistent. Celles-ci émanent des héritiers de l'islamisme qui sont partis en Europe où ils réislamisent les jeunes européens. Jeunes dont certains aujourd'hui ont hérité de codes, fait l'allégeance au chef, et se constituent en associations pour peser sur l'État et ses institutions.

Or, ces mêmes jeunes ont inventé de nouveaux codes avec, en toile de fond, l'idée selon laquelle l'islam doit jouer un rôle majeur dans la vie quotidienne. C'est le cas de militants qui font de la prédication par la musique (pop, rap, etc.) : le message d'*empowerment* des musulmans qui est revendiqué met l'ac-

cent sur l'idée selon laquelle avoir du poids sur les marchés internationaux, avoir des réseaux dans le monde économique, rend les musulmans plus puissants et influents que le seul fait de parler d'idéologie. Par conséquent, l'islam politique, comme toute idéologie, se transforme et réinvente les priorités en fonction de l'environnement dans lequel il se trouve.

**A/I :** *Les islamistes au pouvoir rencontrent des problèmes sérieux en termes de gouvernance, à tel point que nombre d'observateurs y voient la fin de l'islam politique. Pensez-vous qu'il y aura une transformation ou bien une disparition de cette tendance politique ?*

**A.B. :** L'avenir de l'islamisme sera marqué par deux phénomènes : d'une part, une multiplication des références à l'islam et à l'islamisme qui vont échapper aux partis islamistes traditionnels ; d'autre part, une complexification de l'islam politique. Par exemple, on l'a vu en Égypte, des gens qui se disent pourtant islamistes ne respectent pas les schèmes pré-hiérarchisés des partis islamistes. Il va donc y avoir un éclatement des structures et une individualisation de l'utilisation de la notion d'islam politique.

Il est possible que les islamistes fassent de bons scores aux prochaines élections, dans la mesure où un problème important n'a pas été résolu : l'abstentionnisme. Par exemple, lors de l'élection de l'Assemblée constituante tunisienne (20-23 octobre 2011), en tenant compte de l'abstentionnisme, il apparaît que seuls 17 % des Tunisiens ont voté

pour les islamistes. Ainsi, dans un contexte politique où ces derniers sont les plus efficaces pour mobiliser au moment du vote, il n'est pas du tout exclu de voir les islamistes rester au pouvoir lors des prochaines années. Pour autant, est-ce que les islamistes sauront rétribuer ceux qui ont voté pour eux ? Cela est douteux, y compris dans leurs propres rangs. D'où la prolifération de nouveaux partis islamistes.

On aura une standardisation de la participation des islamistes à la vie politique, qui vont rencontrer les mêmes difficultés que les autres partis. Il faut donc veiller aux problèmes structurels dans la vie politique de ces pays, à commencer par l'abstentionnisme et la faible compréhension des enjeux institutionnels. Enfin, en Tunisie, la culture de l'usage des institutions est plutôt absente : pour obtenir un logement ou un travail, mieux vaut s'adresser à un député que de déposer une demande auprès des institutions. Donc, le problème n'est pas forcément lié aux islamistes, mais surtout aux institutions dans ces pays-là. ■